

PRÉFETS ET DOUANE

UNE MISE SOUS TUTELLE QUI NE DIT PAS SON NOM

LA CFDT DOUANE SOUHAITE ALERTER LES AGENTES ET AGENTS SUR
UNE ÉVOLUTION MAJEURE, PASSÉE POUR L'INSTANT RELATIVEMENT SOUS LES
RADARS : LA RÉFORME DES POUVOIRS DES PRÉFETS ET SON IMPACT DIRECT
SUR LA GOUVERNANCE DE NOTRE ADMINISTRATION.

NOMINATIONS

LE PRÉFET Désormais INCONTURNABLE

Jusqu'ici simplement informé, **le préfet devra désormais être consulté préalablement à la nomination des directeurs régionaux et interrégionaux**. Autrement dit, l'autorité préfectorale entre formellement dans la boucle décisionnelle pour la désignation de nos DI et prochainement de nos DR

OBJECTIFS, ÉVALUATION, RÉMUNÉRATION

UN POUVOIR ÉLARGI

La réforme va plus loin.

Le préfet :

- Participe à la fixation des objectifs assignés aux DR/DI,
- Contribue à l'évaluation de leurs résultats,
- Intervient sur la détermination de la part modulable de leur rémunération.

Même si le directeur général demeure l'évaluateur formel, l'avis préfectoral devra être pris en compte dans l'appréciation finale.

Nous ne sommes donc plus dans une simple coordination interministérielle, mais bien dans un mécanisme d'influence hiérarchique croissante.

UNE DOUANE ALIGNÉE SUR LE MODÈLE POLICE / DGCCRF

Cette évolution rapproche clairement la Douane d'organisations déjà placées sous forte pression préfectorale, comme la Police Nationale ou la DGCCRF.

Concrètement, cela signifie quoi ?

Partout où la tutelle préfectorale s'est renforcée, les priorités opérationnelles ont progressivement glissé vers des objectifs de visibilité immédiate.

- Des priorités de terrain de plus en plus dictées par l'agenda politique local ou national
- Une pression accrue sur les résultats visibles immédiatement.
- Une montée en puissance des opérations médiatiques.

Le tout souvent au détriment du travail d'enquête, de ciblage et de contrôle de fond.

PRÉFETS ET
DOUANE,
FÉVRIER 2026



SURVEILLANCE

LE RISQUE DU “COUP DE COM” PERMANENT

Pour la branche Surveillance, chacun voit très bien ce que cela recouvre.

À l'image des opérations « Place nette » dans la Police, nous pourrions être entraînés dans une multiplication d'actions de communication sans réelle plus-value opérationnelle :

- Des opérations coup de poing,
- Des dispositifs spectaculaires,
- Des actions à forte portée médiatique.

Chaque opération de communication siphonne des effectifs du terrain.

Résultat : une visibilité maximale... pour une efficacité minimale sur les réseaux de fraude.

OP/CO

LA MÊME LOGIQUE À L'ŒUVRE

La branche Opérations Commerciales n'y échappera pas.

Le parallèle avec la DGCCRF est éclairant : effectifs en baisse, missions élargies, mais injonction annuelle à des opérations médiatiques saisonnières (contrôles estivaux, restauration, etc.).

Pour la Douane, nous voyons déjà émerger ces logiques :

- Coups de projecteur sur les contrôles e-commerce ou les contrôles sanitaires
- Opérations vitrines avec les ministres (déjà vues à Roissy)
- Communications ciblées sur les contrôles à l'import.

La vitrine brille mais l'atelier s'épuise, car pendant ce temps, notre système informatique collapse, et les sous effectifs sont chroniques.

UNE DOUANE AU SERVICE DE LA COM' GOUVERNEMENTALE ?

Ne soyons pas naïfs.

Les préfets sont les relais territoriaux de la politique gouvernementale. Leur rôle inclut, légitimement, une dimension de communication publique.

Mais la Douane n'est pas un service de communication. Sa légitimité repose sur l'expertise, le ciblage, la durée, la technicité des contrôles.

La question posée est simple : la Douane doit-elle devenir un outil d'affichage ?

Faire primer la communication politique sur l'efficacité opérationnelle serait une faute stratégique.

NE PAS LAISSER DILUER L'IDENTITÉ DOUANIÈRE

La CFDT Douane ne conteste pas la coordination territoriale de l'État, mais refuse que cette réforme conduise à un pilotage politique des priorités douanières.

DERRIÈRE CETTE RÉFORME DE GOUVERNANCE SE JOUE UNE QUESTION ESSENTIELLE : CELLE DU SENS DE NOS MISSIONS ET L'INDÉPENDANCE OPÉRATIONNELLE DE LA DOUANE.

C'EST POURQUOI LA CFDT DOUANE CONTINUERA D'EXIGER :

- des moyens humains à la hauteur,
- des outils informatiques fiables,
- et des priorités opérationnelles fondées sur la lutte contre la fraude, pas sur l'affichage.